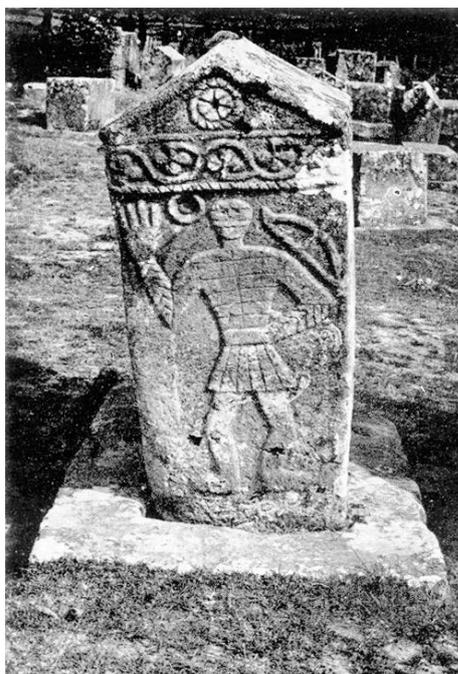


Retour vers « l'occident sauvage »

LE RETOUR EN BOSNIE HERZEGOVINE **Après une tentative d'immigration en France** **(2004-2010)**



Association BOSNIE MIR SADA (Lyon) – 9 rue Despeignes – 69008 LYON – Tel/fax : 04 78 09 02 90

www.bosniemirsada.com

mir.sada.bosnie@gmail.com

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. Contribution de l'association Mir Sada au micro développement local, dans l'Est de la Bosnie Herzégovine.....	5
2. L'aide au retour	5
3. La création de micro-entreprises dans la région Est de la BH.....	6
4. En 2011, que dire, que restituer de ces singulières histoires de vie ?	6
METHODOLOGIE.....	7
Comment avons-nous conduit et réalisé cette étude ?	7
LES TEMOINS et LEURS FAMILLES	8
FRAGMENTS DE VIE.....	9
LA DIMENSION POLITIQUE	11
1. « L'Etat dans lequel on vit n'est pas un véritable Etat »	11
2. « Les politiciens sont responsables de l'état pitoyable de la Bosnie »	11
3. « La Bosnie n'est pas une vraie démocratie ! ».....	12
4. « Chez nous, la corruption c'est une maladie... ».....	12
5. Une cohabitation difficile	13
6. Conclusion	13
LES RESSOURCES ET L'EMPLOI	14
1. Les démarches de subsistance	14
a. Les pensions : un filet de sécurité	14
b. Une économie survivrière	15
c. Vente au marché et travail journalier	16
d. Les donations locales et internationales	17
e. Vivre à crédit	18
f. Le rôle de la diaspora	18
g. L'entraide familiale est essentielle pour vivre.....	19
2. Une transition économique « en panne ».....	19
a. Les restes de l'ancien système : « l'Etat doit nous fournir du travail ».....	19
b. Protection du marché intérieur.....	20

c.	Echec des privatisations	20
3.	La formation professionnelle	21
a.	Les jeunes : formation en lycées professionnels.....	21
b.	Les plus âgés : un niveau de formation faible ou inadapté	22
4.	Une réglementation du travail peu respectée	23
a.	Des salariés sans droits.....	23
b.	Fréquence du travail au noir	23
c.	L'entreprise : « propriété du chef ».....	23
5.	La discrimination face au travail.....	24
a.	Les pratiques : la corruption, le piston.....	24
b.	Discrimination liée au statut de la personne	25
c.	Discrimination liée à l'appartenance communautaire	25
6.	Conclusion	26
	LA SANTE	28
1.	Une question de force	28
2.	L'empilement des traumatismes.....	28
3.	Que fait l'Etat dans le domaine de la santé ?.....	28
a.	L'assurance santé	28
b.	Le système de soins : dispensaire/ hôpital.....	29
c.	Les difficultés majeures du système de santé :.....	29
	LA FAMILLE	30
1.	La vie ensemble	30
2.	La place des femmes	30
3.	La place de l'homme.....	31
4.	Les enfants.....	31
5.	Conclusion	32
	LA RELIGION	33
1.	Religion – Education : un rapprochement malsain	33
2.	Manipulations des religions	33

L'EDUCATION.....	34
1. Un choix coûteux pour les familles, non soutenues par l'Etat	34
2. La qualité de l'enseignement est suspectée	34
3. Un système éducatif qui ne donne pas accès au travail	35
4. Discrimination à l'école : tentatives et échecs	35
LA « MAL-VIE »	36
1. « Ici, on n'est pas protégés... »	36
a. L'insécurité	36
b. La peur	36
2. « Nous ne sommes même pas une sous-classe de, nous ne sommes Rien.. »	37
a. La « non existence »	37
b. La manipulation - La trahison	37
3. « Nous sommes épuisés, physiquement, moralement... »	37
4. « On ne voit pas de solution pour améliorer les choses »	38
a. Pas d'issue aux difficultés rencontrées	38
b. Manque de solidarité	38
5. « Ici, on vit du jour au lendemain... »	38
a. Vivre au jour le jour	38
b. Quel avenir pour nos enfants	38
6. « Un ras le bol général est en train de s'installer »	39
a. La colère	39
b. Le volontarisme (et le courage !)	39
7. Conclusion	39
EN GUISE DE CONCLUSION.....	40

INTRODUCTION

1. Contribution de l'association Mir Sada au micro développement local, dans l'Est de la Bosnie Herzégovine

L'association Mir Sada est engagée en Bosnie Herzégovine depuis 1993. En 2006 elle envisage de se mobiliser sur le micro développement économique, considérant que l'action humanitaire ne suffit plus à répondre aux besoins concrets des bosniens. Des membres de l'association envisagent alors diverses pistes, dont celle du micro crédit, lorsque se présente l'opportunité d'une aide à projets pour les « retournants » en BH¹, après une tentative d'émigration en France...

Une convention est alors signée en avril 2007 avec l'ANAEM (Agence Nationale pour l'accueil des étrangers et des migrants) devenue OFII (Office Français pour l'Intégration et l'Immigration) en 2009.

Mir Sada recrute une « Chargée de Projets » puis son assistante en 2009, et s'installe dès avril 2007 à Tuzla, (Est de la Bosnie Herzégovine) dans la région la plus concernée par les déplacements de population pendant la guerre de 92/95 et la plus touchée aujourd'hui par les mouvements migratoires (à noter que cette région, est « à cheval » sur les deux entités : RS² et Fédération³).

2. L'aide au retour

L'aide à la réinstallation dans le pays d'origine consiste en un accompagnement au bénéfice du migrant dans un projet de création d'entreprise économique. La mise en œuvre opérationnelle est confiée à une association locale ou étrangère sous le contrôle étroit de l'O.F.I.I. En Bosnie-Herzégovine, cette mission a donc été confiée à l'association Mir Sada.

Dans le cadre de cette délégation, Mir Sada accompagne les retournants concernés dans l'élaboration d'un micro projet économique, élabore avec eux une « étude de faisabilité ». Ces projets sont soumis à une Commission placée sous l'autorité de l'Ambassade de France. S'ils sont validés, les projets bénéficient alors d'un financement (entre 3600 et 7000 euros) réalisés en achats, par les soins de Mir Sada, achat des matériels (ou d'animaux) prévus dans l'étude de faisabilité.

Ces projets bénéficient ensuite d'un suivi, par Mir Sada, pendant une année.

¹ BH lire Bosnie Herzégovine

² RS lire Republika Srpska

³ Fédération lire Fédération de Bosnie Herzégovine

3. La création de micro-entreprises dans la région Est de la BH

Dans le cadre de cette mission, Mir Sada a ainsi accompagné depuis avril 2007 environ 150 Porteurs de Projets et permis l'installation de plus de 100 d'entre eux. De nombreux « retournants » ont rejoint une maison familiale, (quelques fois en Republika Srpska), retrouvant ainsi des parents et grands parents, et disposant alors de quelques terres agricoles. C'est ainsi que la majeure partie des projets d'activité sont agricoles même si les intéressés ne sont pas à priori compétents dans les différents domaines concernés : élevage, cultures sous serres, activité laitière etc.

D'autres projets, moins nombreux, sont de nature artisanale (bâtiment, services...), ou commerciale (vente sur les marchés...).

Après plus de 4 années, et sur plus de 100 micro-projets installés, moins de 20 ne fonctionnent plus (abandons, manque de résultats, difficultés diverses, manque de savoir faire etc...)

4. En 2011, que dire, que restituer de ces singulières histoires de vie ?

Au-delà des chiffres (nombre de projets, réussites, abandons, résultats économiques, sociaux...) dont nous rendrons compte par ailleurs dans le cadre d'un bilan de notre action fin 2012, il nous a semblé nécessaire de faire un point plus qualitatif sur cette expérience :

- Que deviennent ces personnes, ces familles, après leur retour en Bosnie Herzégovine ?
- Quelles sont leurs conditions de vie (sociales, économiques, psychologiques) et plus largement :
 - o Quelles conditions de vie pour la majorité des familles bosniennes ?
 - o Comment permettre à ces familles de témoigner de leur vécu quotidien ?
 - o Que retenir de ces expériences humaines ?

Les pages qui suivent nous permettent de présenter :

- La méthode de travail utilisée
- Les familles retenues comme échantillon pour la réalisation des interviews
- La présentation d'un « portrait type » constitué par quelques « fragments d'histoire de vie »
- La restitution de nos entretiens par thèmes principaux
- Une conclusion générale

METHODOLOGIE

Comment avons-nous conduit et réalisé cette étude ?

Pour réaliser cette étude qualitative, nous avons décidé de procéder à des interviews afin de donner à ce travail un maximum d'authenticité et de représentativité.

En interviewant des personnes et familles, acteurs directs de cette expérience, nous souhaitons redonner la parole aux intéressés et contribuer à la restitution d'un témoignage vivant et fidèle.

Pour ce faire, nous avons retenu les étapes méthodologiques suivantes :

- Etablissement d'un panel de 10 personnes et familles, représentatives de la centaine de porteurs de projets rencontrés depuis 2007
- Elaboration d'un guide d'entretien : que voulons nous savoir et comprendre ?
- Etablissement d'un protocole d'interview
- Conduite des entretiens (août 2010) (par une personne extérieure au projet)
- Traduction des entretiens enregistrés
- Analyse thématique de contenu
- Plan d'écriture
- Rédaction

Ce travail a été réalisé par l'équipe de Mir Sada impliquée dans les « micro projets » :

- Animateur du projet : *Michel DUCHAMP Administrateur de Mir Sada, Responsable du Projet « Micro économie » en BH*
- Conduite des entretiens et traduction : *Minella MUJZIC (doctorante, salariée par Mir Sada pour le temps de l'étude) avec le soutien logistique de Bilal ALIBASIC et de Mirela MAROSLIC.*
- Recherches thématiques et rédaction des différents chapitres: *Nicole PEROTTI Présidente de Mir Sada, Mirela MAROSLIC Chargée de Projet pour Mir Sada en BH et Michel DUCHAMP.*

LES TEMOINS et LEURS FAMILLES

BILAL, né en 1974 à Zvornik, marié à Admira, deux enfants (14 ans et 6 ans), habitent à Seher dans leur maison, Republika Srpska. Il est ouvrier qualifié de formation. Vit de la vente du lait de deux vaches, du potager, du travail journalier (transport, gardiennage de parking, bâtiment).

ESED, né en 1983 à Vlasenica, marié, deux enfants (3 ans et un an et demi), habitent depuis la guerre dans un camp de personnes déplacées, près de l'une des plus grande mine de charbon à ciel ouvert. Il est originaire de Vlasenica. Soudeur de formation. Vit du ramassage de charbon dans les déchets de la mine.

ELVIR, né en 1982 à Nova Kasaba, marié, un enfant (2 ans), habite avec ses parents sur la commune de Milici, Republika Srpska. Il est carreleur de formation. Vit de son potager et de l'élevage.

HAJRUDIN, né en 1968 à Zvornik, marié, deux enfants (15 ans et 11 ans) habitent à Zvornik, Republika Srpska. Il est rentré en 2001 habiter sur son lieu d'origine. Il est serveur de formation. Il fait le transport de biens et passagers pour vivre et cultive des framboises.

SENAD, né en 1974 à Sid, marié à Sabina, un enfant (9 ans) habite la commune de Zivinice, en Fédération BH. Il est chauffeur d'engins pour les gros œuvres. La famille vit de l'activité de vente de chaussures sur le marché.

SELVER, né en 1978 à Zvornik, marié, deux enfants (11 ans et 8 ans) habite avec ses parents la commune de Zvornik, Republika Srpska. Il est chauffeur d'engins pour les gros œuvres. La famille vit de l'agriculture (culture sous serre, vente de cornichons, vente de lait de vache, potager).

SEMIR, né en 1978 à Tuzla, marié à Enisa, deux enfants (9 ans et 5ans) habite avec ses parents sur la commune de Tuzla, Fédération de BH. Il est coiffeur de formation comme sa femme. Ils vivent des revenus de leur salon de coiffure.

SAFER, né en 1980 à Jagodinja, célibataire, installé avec son frère, sa mère et sa grand-mère sur la commune de Srebrenik, en Fédération de BH. Avant la guerre il habitait la commune de Srebrenica. Il a vécu à l'étranger entre 1999 et 2006. Il est technicien géologue de formation. Ils vivent de la pension de veuve de sa mère, ainsi que du travail journalier dans le bâtiment.

DRAGOLJUB, né en 1973 à Gracanica, marié. Sa femme, Milena est professeur d'informatique à Doboj, Republika Srpska. Il est menuisier de métier. Le couple vit sur le salaire de Milena. Dragoljub fait des chantiers de temps en temps.

NEDIM, né en 1978 à Zvornik, marié, deux enfants (11 ans et 5 ans) habite sur la commune de Tuzla, Fédération de BH. Il est ouvrier qualifié de métier. Il a habité la commune de Zvornik avant la guerre, après la guerre il a vécu en Fédération de BH, commune de Tuzla. Début 2000, il est rentré à Zvornik pour y vivre, mais n'ayant pas de sources de revenus, s'est installé depuis 2008 dans une maison dévastée, qu'il a achetée dans la commune de Tuzla. Il vend des services agricoles avec son motoculteur ainsi que le lait de vache pour vivre. Il fait du travail journalier dans le bâtiment en pleine saison.

FRAGMENTS DE VIE

Bonjour...

Je m'appelle Nihad, j'ai 30 ans, et je viens de déménager pour la vingt-huitième fois... comment est-ce possible ? ... chez nous tout est possible, même l'inimaginable... c'est un peu « l'occident sauvage » !

Ma famille est originaire de la Bosnie de l'Est, dans la montagne, près de Zvornik... mes parents avaient une vache et quelques poules, mon père travaillait à l'usine à Zvornik, ma mère s'occupait de la maison, des grands pères et de nous... nous étions 3 enfants, tranquilles, heureux... notre maison a été bombardée, pillée, brûlée... il n'en reste rien.

La guerre, je n'ai pas envie d'en parler... elle a détruit ma vie. Mes grands parents sont morts, mon père a disparu et ma mère blessée, et depuis 1992 on n'a pas arrêté de changer de maison... quand je dis maison, c'est pas tout à fait ça... bientôt j'aurai une maison, à moi, pour ma femme et mes deux fils. Pour ma mère aussi, je dois m'occuper d'elle, c'est normal.

Quand la guerre s'est terminée, fin 1995, j'avais 15 ans... j'ai fini ma scolarité obligatoire mais je n'ai pas pu faire d'études, ma mère n'avait pas les moyens de m'envoyer au lycée, et puis, il fallait que j'aide ma famille, je suis l'aîné... alors j'ai fait tous les boulots : ramasser de la ferraille, fendre du bois, creuser des tranchées... je sais tout faire ! Mais en France ils n'ont pas voulu me croire... ils m'ont demandé des diplômes !

En 2002 on nous a dit qu'on ne pouvait plus être logés dans les « habitats collectifs »... vous savez, ces endroits où ont été hébergées les personnes qui avaient été déplacées pendant la guerre... on n'était pas « chez nous », et puis on était trop nombreux, 6 familles dans la même maison, c'était tout le temps des disputes... alors on s'est dit que ce serait bien de rentrer sur notre terre. Ma mère est repartie au village, elle a vécu 18 mois dans l'étable, le temps d'avoir les papiers pour reconstruire la maison. Moi, je ne pouvais pas aller la rejoindre, c'était trop risqué !

En 2004 on a eu la donation, du matériel pour le rez-de-chaussée et le toit, alors on s'est décidé... ma mère avait remis le jardin en état, mon frère et moi on s'est aidé, on a travaillé dur tout l'été pour faire 2 pièces et le toit... on était fiers. Dans le village, on rencontrait parfois ceux qui avaient contribué à notre malheur... on ne disait rien... ici personne ne dit rien,... enfin, on a tenu le coup, et toute la famille s'est installée à la fin de l'année.

Mon frère et moi avons cherché du travail... inutile... on se moquait de nous, tout était réservé, nous n'avions aucun droit... on s'est inscrit au bureau du travail, mais juste pour être enregistrés et avoir l'assurance. Heureusement, on vivait de notre terre, et la pension de veuve de guerre de ma mère. Ma petite sœur allait à l'école au village. C'était dur pour elle... elle a du apprendre le cyrillique... le programme scolaire n'était pas le même qu'à Tuzla, et la maîtresse était injuste... !

Et puis j'ai rencontré ma femme, une copine d'enfance. Sa famille est venue se réinstaller dans le village et nous nous sommes retrouvés, 13 ans après ! En 2007 nous nous sommes mariés, elle est

venue habiter chez moi. C'était bien pour ma mère, elle pouvait un peu se reposer ! Mais 5 personnes dans deux pièces, c'était trop juste, et nous n'avions pas les moyens de finir la maison... c'est à ce moment-là que quelqu'un nous a proposé de partir à l'étranger. Moi je n'étais pas chaud, mais j'avais besoin de trouver du travail pour nourrir ma famille. Ma femme m'a encouragé, et puis... il y avait un petit qui allait arriver, nous voulions qu'il vive en sécurité, nous avions trop souffert dans notre pays.

Après notre décision il a fallu rassembler 3000 € pour payer le passage... bien sûr on a emprunté à la famille, aux amis... on pensait les rembourser très vite... c'est comme ça qu'on s'est retrouvés à Perrache... sans même savoir dans quelle ville on nous avait laissés... et là, on a recommencé à déménager tous les 3 jours pour trouver un lieu où dormir ! Quelle galère, si j'avais su, je ne serais jamais parti, ce n'est pas pour moi ! Après deux années de démarches, d'attente, d'espoir, nous avons décidé de rentrer... oh ce n'était pas facile... ma femme a beaucoup pleuré, elle voulait donner aux enfants la sécurité et une meilleure éducation... en France, tout est organisé et propre, tout le monde est gentil... ici il faut tout payer, même les examens scolaires ou les renseignements à la mairie, tout le monde se sert.

Après le retour de France, nous ne pouvions pas rentrer au village, la vie y est trop difficile et de toutes façons je n'avais aucune chance de trouver du travail... ou alors il fallait que je sois agriculteur, mais je n'ai pas assez de terre... dans la région les « retournants » ne peuvent vivre que de leur terre, les emplois salariés sont réservés aux locaux. Et puis la famille de ma femme a quitté le village, ils en ont eu assez des menaces, ils ont tout vendu et se sont installés près de Tuzla dans une maison qu'ils vont réparer.

Nous allons vivre dans la région de Tuzla, c'est plus sûr... on ne sait pas ce qui peut se passer, les gens sont tellement fous dans ce pays. Nous avons acheté un petit terrain avec « l'aide au retour », et j'y construirai ma maison. En attendant, un oncle de ma femme nous a prêté deux pièces. Nos deux fils sont nés en France... quand ils auront l'âge de comprendre, je leur raconterai ce que nous avons voulu faire pour eux... ma femme et moi nous voulions qu'ils soient français, mais peut être que dans 20 ans on sera tous européens... ako Bog da !

LA DIMENSION POLITIQUE

« Ici c'est l'occident sauvage... »

Les réalités politiques occupent bien sûr une place importante dans les propos des personnes interviewées. On le comprend d'autant mieux quand on connaît la situation politique et administrative de ce pays depuis 1996 et les fameux accords de Dayton qui ont mis fin à la guerre.

Ces divers propos caractérisent les difficultés que peuvent rencontrer actuellement les bosniens dans un contexte peu démocratique où les élus locaux ou nationaux ne respectent pas leurs engagements, où l'administration est inefficace, où les nationalismes se conjuguent à de multiples pratiques de corruption...

1. « L'Etat dans lequel on vit n'est pas un véritable Etat »

Depuis les accords de Dayton, et la partition de la Bosnie Herzégovine en deux entités, la situation politique est perçue comme surréaliste et inefficace :

Ainsi, pour Selver, « *Ceux qui ont créé Dayton sont responsables de la situation actuelle ; rien ne peut se décider convenablement, rien ne peut se faire dans un tel système !* »

En effet, comment considérer l'efficacité de l' « Etat central » qui doit changer de Président tous les 8 mois, et comment penser une Bosnie Herzégovine quand celle-ci est structurée en entités qui se gouvernent indépendamment l'une de l'autre ?

« *Il faudrait unifier l'Etat car cette division ne nous offre aucun avenir* » ! ajoute Amira

« *Le risque* », souligne enfin Hajrudin, « *c'est la partition ou le rattachement de la RS à la Serbie !* »

2. « Les politiciens sont responsables de l'état pitoyable de la Bosnie »

« *Les choses pourraient pourtant évoluer ici, si l'Etat et ses responsables permettaient aux gens de travailler, d'investir, pour que des jeunes aient envie de rester et non pas de fuir ce pays !...* » nous dit Nedim...

« *Malheureusement, dit Hajrudin, les politiciens sont tous malhonnêtes* » !

Bilal et son épouse racontent : « *Le politicien pour lequel nous avons voté est revenu cette année pour faire campagne ... Quelques personnes se sont levées pour lui demander ce qu'il avait fait de toutes ses promesses... Sa réaction a été de plier bagage et de partir !...* »

L'administration n'a pas meilleure presse... Elle est considérée comme inefficace et corrompue...

« Avec l'administration, si tu veux respecter les procédures honnêtement, c'est-à-dire sans passer par la corruption, il te faut attendre des mois et des mois pour obtenir ce dont tu as besoin ou même ce à quoi tu as droit ! » dit Esed.

L'épouse de Dragoljub confirme : « C'est toujours la même chose ; il faut toujours attendre, personne ne fait attention à toi, les gens ne sont pas aimables... Si tu ne donnes pas un « petit paquet », tu dois t'attendre à rien du tout »

3. « La Bosnie n'est pas une vraie démocratie ! »

« Par lassitude peut être la plupart des gens continuent à voter pour des politiciens qui ne respectent pas leurs engagements » déplore Safer qui ajoute « La démocratie en Bosnie, c'est juste quelque chose qui est écrit sur le papier »

« Nous n'avons pas vraiment droit à la parole avant les élections et après, nous ne pouvons plus rien dire !... » confirme Hajrudin.

« Moi », ajoute Dragoljub, « je me sens impuissant face au chaos actuel et je ne pense pas qu'il soit possible de changer quoi que ce soit ! »

Plusieurs interviewés ont parlé de l'impossibilité de faire évoluer ce système et deux d'entre eux ont même émis le souhait de voir la Bosnie se transformer en « Protectorat » sous la responsabilité d'institutions internationales.

Mais Safer n'est pas de cet avis : « Je crois encore à la politique » dit-il « et je soutiendrai toujours les gens honnêtes et je voterais même pour un serbe, un croate ou un étranger, s'il est un honnête homme qui dit la vérité et fait ce qu'il dit ! »

Selver est plus radical : « La démocratie n'est pas pour nous ! Un régime autoritaire serait peut être la solution optimale ! Regardez, Tito, il a bien gouverné dans six républiques et personne n'élevait la voix ! »

« Seule l'Union Européenne peut nous sauver » remarque Senad « et j'espère », poursuit-il, « qu'ils mettront dehors tous les politiciens qui sont aujourd'hui au pouvoir ! »

4. « Chez nous, la corruption c'est une maladie... »

« La corruption est devenue quelque chose de tout à fait normal » nous dit Dragoljub.

« Tout marche par les contacts et les dessous de table... Aucune importance, que tu ais du talent ou non ou que ta demande soit légitime ou non !... » confirme Hajrudin.

Et Elvir renchérit : « *Si tu as les poches bien remplies tout sera réglé très vite !* »

5. Une cohabitation difficile

La vie de tous les jours, pour les jeunes bosniens revenus vivre en RS, dans leur village d'origine, n'est ni facile ni très sécurisante.

« Ici, les serbes continuent à faire régner le nationalisme et la propagande ; même à l'école on enseigne n'importe quoi aux enfants : les cours d'histoire sont erronés, ils leur apprennent l'hymne national de la RS ! » s'indigne Bilal qui ajoute, *« Je ne leur fais pas confiance, pour moi, ceux qui nous égorgaient encore hier, je peux juste discuter avec eux mais plus jamais je ne leur ferais confiance ! »*

« Comment la RS peut elle revendiquer le fait d'être un état ? Avec eux il s'agit toujours de parler d'entité autonome et...de religion ! » insiste Selver.

6. Conclusion

Sur tous ces sujets les remarques de nos interlocuteurs ne sont guère optimistes.

Elles expriment en fait des analyses lucides sur une situation politique générale en Bosnie Herzégovine dont on doit convenir qu'elle reste pesante et figée !

A ce jour (nous écrivons ce texte au printemps 2011) rien ne bouge, effectivement, et même pire, rien ne s'arrange pour ce pays : l'impossibilité de former un gouvernement central comme suite aux dernières élections (octobre 2010), une attitude toujours provocante de la Republika Srpska (menace de Referendum), des propos parfois haineux échangés entre les entités, une communauté internationale passive et ne proposant aucune véritable alternative...

Cette situation, se traduit concrètement pour les citoyens de Bosnie Herzégovine par un quotidien pesant (vide politique, absence d'initiatives, corruption, pas de progrès économiques, etc.)

Plus concrètement encore il s'agit d'une absence d'emplois, d'un manque de sécurité, d'une insuffisance de soins, et surtout d'une absence totale de perspectives, autrement dit d'avenir, d'espoir pour les bosniens et leurs enfants....

Plusieurs de nos interlocuteurs ont exprimé du découragement voire de la résignation...

Mais quelques uns ont dit leur colère et leur espoir de voir les bosniens se lever et exiger de vrais changements.

LES RESSOURCES ET L'EMPLOI

«La situation économique est catastrophique en Bosnie Herzégovine. D'ailleurs je ne sais pas comment on fait pour vivre. Personne ne le croit ». Hajrudin

« Je survis en BH » Elvir

« Je n'ai pas de salaire, alors que les enfants sont de plus en plus grands et on a toujours de plus en plus de frais. Rien que pour mon fils il me faut 150 km (75€) pour lui acheter les livres nécessaires. Il rentre en 5^{ème} classe (CM2), alors que la petite rentre en 2^{ème} classe (CE1). » Selver

« Nous sommes en 2010 est c'est toujours la même chose, la corruption est de plus en plus présente, le taux de chômage ne cesse d'augmenter...Hier soir, j'ai regardé les infos, il y a 70% des personnes en Fédération qui sont sans-emploi » Nedim

La question des ressources, et celle de l'emploi sont bien au cœur des discussions.

1. Les démarches de subsistance

Les emplois salariés sont rares et le taux de chômage élevé (environ 27,2% pour 2010)⁴. Selon l'Agence de statistiques de BH le salaire moyen était de 410 € en 2010. Les familles s'appuient souvent sur les parents bénéficiaires de pensions (retraite, pensions de veuves ou d'invalidité ...). Beaucoup développent de petites activités « non déclarées » perdant ainsi le bénéfice d'assurances et de cotisations vieillesse... Le fait de posséder une maison à la campagne offre souvent la possibilité d'une petite activité agricole. Le niveau de vie reste modeste voir pauvre dans certaines zones rurales.

a. Les pensions : un filet de sécurité

Souvent la retraite d'un parent de la famille soutient financièrement toute la famille.

« Je fais de mon mieux pour que mes enfants ne ressentent pas les difficultés auxquelles on doit faire face. J'essaie de me débrouiller comme je peux, et puis mes parents nous aident également avec leur modeste retraite. J'essaie de ne pas leur demander, mais je sais qu'ils sont là. » Selver

« Je les aide financièrement, car je perçois la retraite de mon défunt mari. C'est moi, qui achète les aliments de première nécessité (farine, huile, sel...) et les couches pour les enfants. La retraite s'élève à 400km (200€/mois, je « nourris » toute la famille avec cette somme, lorsque Esed n'a pas de travail. » nous dit la mère d'Esed.

⁴ D'après l'agence de statistiques de BH, le taux de chômage pour 2009 était de 24,1% selon la méthode de mesure de l'OIT et de 42,7% selon le nombre de personnes inscrit au bureau du travail. Le taux de chômage des jeunes 15-24 ans était de 47,5% selon la méthode de mesure de l'OIT.

« Mon beau-père a travaillé durant des années et aujourd'hui il touche une retraite qui ne lui permet pas de survivre. Donc, l'Etat dans lequel on vit ce n'est pas un véritable Etat et il ne le sera jamais. » dit Dragoljub. Pourtant Milena, sa femme est professeur d'informatique et gagne plutôt bien sa vie, avec un salaire d'environ 1000 km/mois (500€).

Malheureusement même ceux qui ont un travail déclaré ne sont pas sûrs de bénéficier d'une retraite car il arrive que les entreprises ne payent pas les cotisations dues.

« Mon mari va avoir bientôt 36 ans et il n'a même pas cotisé un jour pour sa retraite ! Il a juste 63km (32€) par mois en tant qu'invalidé de guerre ! Comment est-ce que tu veux te sentir en sécurité (financière) ici ! » dit Admira, la femme de Bilal.

Les pensions ont été sources de revenus sûrs avant les réformes.

« Même si je me suis battu pour mon pays », raconte Bilal « j'étais à la guerre, je n'ai aujourd'hui absolument aucune reconnaissance ! Juste après la guerre, je n'avais aucun besoin de quitter la Bosnie, j'avais 300km/mois (150€) en tant qu'invalidé de guerre, c'était bien. Puis, ils ont baissé ma pension en me donnant 250km (125€) de moins ! Je suis invalide à 50% et je n'ai le droit qu'à 63km/mois (32€). Est-ce possible de vivre avec ça ? Après ça, j'ai donc décidé de tout revendre et de trouver un moyen de partir pour la France »

Les allocations enfants existent mais ne sont pas toujours accordées ni régulièrement versées.

Esed dit « Ici nous avons 20km/mois (10€), par enfant, et ce n'est pas régulier ! Je suis d'abord obligé de payer tous les documents 20 à 30 km (10€ à 15€) pour obtenir ces 20km ! (10€) »

Dans un contexte où existent des différences, des inégalités de traitement entre entités, cantons, communes, où subsiste le manque d'emploi salarié où le salaire déclaré moyen est de 410€ et où le panier moyen par famille de 4 personnes de 750€ ... se créent des jalousies.

« Aujourd'hui en Bosnie les anciens militaires sont dans les situations les plus précaires, ceux qui ont perdu un membre de leur famille perçoivent des indemnités, mais nous qui ne sommes pas invalides, rien ! » dit Hajrudin.

b. Une économie survivrière

« Tant que je peux travailler dans l'agriculture, ma famille va tenir » dit Bilal

« Moi j'ai 37 ans et je n'ai même pas de travail. Je suis très polyvalent, mais le salaire ici est de 200 euros/mois et encore si on le perçoit ! Ici chez nous à Petrovo rien ne fonctionne, tout est au point mort ! explique Dragoljub qui habite près de Doboj en Republika Srpska.

« Tu vois, si depuis 2000 rien n'a changé, c'est-à-dire en 10 ans, à quoi faut-il s'attendre ? Un sac de farine coûte aujourd'hui 16,5km (9€), alors qu'avant c'était à 10km (5€)! Et en hiver, le sac coûtera 25km (12,50€). Les prix ne font qu'augmenter ! dit Nedim. Son épouse ajoute : Nous essayons d'être indépendants au maximum et de cultiver un maximum de choses pour nos besoins, mais c'est difficile. »

« Il n'y a que la culture sous serre qui nous aide un petit peu et surtout l'hiver. Par exemple, le prix des tomates a augmenté cette année, ce qui est bien pour nous. Nos seuls revenus proviennent de ce que l'on réussit à vendre. Mais nous n'avons que 300 m2 de culture sous serre et cela ne suffit pas pour pouvoir vivre que de cela. Ici il y a beaucoup de travail dans les champs et puis nos cultures sous serre, nos deux vaches, on a un motoculteur, mais tout ça ne suffit il n'y a pas d'argent qui rentre. Tout ce que l'on a, ce sont les français qui nous l'ont donné (rires). » Selver

Quelques appuis par les coopératives en milieu agricole existent.

« La route du lait » a été lancée par l'USAID dans l'Est de la Bosnie lorsqu'il a fallu penser au « retour durable ». Il s'agit de l'organisation du rachat de lait, avec des dépôts de lactofreez dans les villages ou les villageois portent leur lait. Ce lait est ensuite ramassé par les citernes et porté aux laiteries des villes.

« Du point de vue économique, c'est la chute libre ! On peut rien faire, on n'a pas le choix on a tout essayé. Par exemple, il suffit de voir le prix du lait de vache que nous avons vendu pour la laiterie. Il est de 0.37KM (0.18€) par litre, le plus bas possible ! De plus il prend le lait 4 mois et ne te paie pas. Nous ne sommes pas protégés par notre Etat, il n'y a aucune garantie. » Selver

On peut parler dans ces cas là, d'une économie survivrière. Le potager, le lait des vaches servent à Nedim, Elvir et tant d'autres, à nourrir leur famille.

c. Vente au marché et travail journalier

« Je ne pense pas pouvoir trouver une seule personne qui ait un emploi stable ici ! » dit Admira, la femme de Bilal

« Lorsque les gens perdent leur travail, ils essaient d'ouvrir un stand au marché » dit Sabina. Mais, la concurrence s'accroît aussi dans ce domaine ces dernières années.

« Je vis du bois et du charbon que je réussis à vendre. Et puis, ma mère nous aide même si c'est peu. Mais, je vis difficilement aujourd'hui. Le problème c'est lorsqu'il pleut et que je ne peux pas aller travailler (ramasser du charbon et du bois), là je ne gagne rien pendant quelques jours. Parfois, avec mon frère nous portons 50kg de charbon chacun sur le dos.

Lorsque les haveuses arrivent pour creuser nous allons également ramasser le charbon. Là-bas il y a toujours du monde, je suis sûr que là maintenant il y a 300 personnes!» Esed habite à côté d'une des plus grande mine de charbon à ciel ouvert de Bosnie.

« Je suis même allé travailler à Brcko chez des personnes âgées » dit Esed « et on gagnait un peu d'argent, mais ces personnes âgées sont décédées maintenant, donc plus de travail pour nous ! »

Et Semir explique : *« ma mère vend des vêtements d'occasion provenant d'Allemagne au marché, elle a 68 ans. »*

Ce manque de travail pousse les personnes à partir même à l'étranger pour chercher un emploi servant à nourrir la famille restée en Bosnie. Ainsi, en 2008, Esed et son frère sont-ils allés travailler temporairement en Slovénie.

Semir : *« Pour que la situation évolue il faudrait tout d'abord qu'ils abolissent ce système de visas. Les gens iront ensuite à l'étranger pour travailler...mais en même ce n'est qu'une solution de courte durée, cela ne va rien régler ici sur le long terme. »*

« Ils partent tous à l'étranger pour travailler ! » dit tristement Admira.

d. Les donations locales et internationales

Après la guerre, il y a eu beaucoup de donations en matériels et autres⁵ pour la reconstruction des habitats afin de permettre aux personnes déplacées de rentrer chez elles.

Nedim : *« Lorsque nous nous sommes mariés à la mairie de Srebrenik en 2000, ma mère et mon père étaient rentrés à Kamenica. Grâce aux donations ils ont pu reconstruire la maison. »*

Cependant il faut noter qu'il y a un manque de transparence sur l'utilisation des différentes donations et des aides, déplore le père d'Elvir.

« Où est cet argent, où sont les millions donnés à Srebrenica ? » nous interroge aussi Hajrudin.

« Si tu n'appartiens pas à un des grands partis politiques, qui est également représenté à la mairie, qui décide qui a le droit aux donations, des aides (etc...) tu n'obtiendras rien de tout cela. Donc, les gens se divisent selon les convictions politiques... Ici j'ai obtenu 5000 km (2500€) pour la construction de ma maison, attribués par la Fédération. » continue Hajrudin.

Il y a aussi parfois des problèmes de coordination des actions d'aide sur le terrain.

« Pour le ramadan, des Turcs ou des gens des organisations arabes viennent nous rendre visite et nous apportent de la viande (Kurban) et des paquets avec des aliments. Alors que les autorités bosniaques ne viennent que pour mettre quelqu'un dehors (déloger une personne) » dit Esed.

⁵ Il n'y a pas de données consolidées sur l'aide Internationale en BH entre 1995 et 2000. Certaines estimations indiquent que l'aide international se montait à 22-24 milliards de USD. MDG Progress report 2010

e. Vivre à crédit

Sabina : « *Nous avons tous des crédits et on se demande comment on va les rembourser.* » « *De plus, la chaussure coûte beaucoup plus cher que le textile. Nous remboursons 365km/mois de crédit, la place au marché, la marchandise, l'électricité, l'essence...etc* » Sabina et son mari ont démarré une activité de vente de chaussures sur le marché depuis leur retour de France. « *Pour la suite des travaux dans la maison nous avons été obligés de prendre un crédit* »

« *90% des personnes ont un crédit sur le dos, puis il faut rembourser ce crédit tout en continuant à vivre, les gens n'ont pas le temps de se préoccuper d'autre chose que de survivre. Les gens se battent dans leur quotidien.* » Dragoljub.

« *Cette année, la météo n'a pas été en notre faveur, cela n'a fait qu'empirer les choses. Nous essayons juste de rembourser l'argent que nous avons emprunté pour ne pas être endettés mais on ne peut pas espérer mieux. Nous avons emprunté 500 km (250€) pour notre plantation de concombres, nous avons tout misé sur cette plantation, mais une épidémie a surgi et nous n'avons rien pu retirer de tout ce travail. On travaille jusqu'à l'épuisement pour rembourser cette somme d'argent.* » Selver qui fait vivre sa famille grâce à la culture sous serre et la plantation des cornichons.

« *La dame de l'épicerie me fait souvent crédit, en attendant que je gagne de l'argent, elle me rend service.* » explique Esed.

f. Le rôle de la diaspora

Depuis la guerre la diaspora bosnienne est importante en Europe et dans le monde. Bien que celle-ci joue un grand rôle d'aide économique pour les personnes restées en Bosnie (transfert monétaire) elle peut aussi jouer un rôle ambigu.

« *Nous n'avons pas les moyens d'aider la famille, mais eux nous aident de temps en temps. Ma mère est en Republika Srpska, à Kamenica (Zvornik). Puis, j'ai un frère à Tuzla, un autre en Suisse et mes trois sœurs, toutes mariées, aussi dans la région de Tuzla, explique Nedim. Son épouse continue : « Toute ma famille (trois demi-frères et une demi-sœur) est aux Etats-Unis, sauf ma mère qui est à Sarajevo. »*

« *La diaspora vient de mettre un projet sur pied, ils vont créer une ferme, un élevage de 20 ou 30 000 poulets. Mais ils financent tout, ce sont des particuliers qui vivent à l'étranger ! Ils vont créer des emplois.* » se réjouit Selver

« *Mon voisin, qui a réussi à rester en France, vient aujourd'hui ici avec une belle voiture, il a une belle maison ici, et un appartement en France...et moi j'ai quoi en étant rentré, je n'ai rien ! Lui il peut s'offrir des vacances, alors que moi je ne peux même pas aller jusqu'à Banovici !* » Esed

Est-il possible de parler d'un appel d'air de la diaspora, de poudre aux yeux ? « *Lorsque je le voyais revenir avec une belle voiture, il avait reconstruit sa maison...je voulais avoir la même chose.* » Selver

g. L'entraide familiale est essentielle pour vivre

« Dans la maison familiale vivent Dragoljub, son épouse et leur fils (13 mois), puis les parents de Dragoljub. »

« On s'entraide dans la famille. Les frères de ma femme nous aident un peu, ils achètent des choses pour les enfants, des chaussures par exemple. » Hajrudin

« Je suis le plus âgé de la famille. Avec mon frère nous vivons et nous travaillons ensemble. En fait, c'est à nous deux que revient la responsabilité de faire vivre la famille (lui, son frère, leur maman et la grand mère). » Safer

« J'ai un frère qui est en Allemagne, et ma femme a une sœur à Novi Sad. Dans la famille on s'entraide et on compte les uns sur les autres. » Dragoljub

Nombre de ces familles subsistent grâce aux potagers, à l'élevage, à la solidarité familiale, et aux transferts de la diaspora. Ces transferts sont de plus en plus restreints. La situation économique semble être très chaotique et ne pas offrir d'opportunité d'emploi afin de permettre à ces familles de vivre.

D'après les estimations (Banque Mondiale et UNDP), en Bosnie, presque un ménage sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté (2011). La pauvreté est un des grands problèmes en Bosnie⁶!

2. Une transition économique « en panne »

« D'une économie planifiée et gérée au niveau de l'Etat à une économie sauvage »

a. Les restes de l'ancien système : « l'Etat doit nous fournir du travail »

Dans l'ancien système tous avaient un travail quel qu'il soit, et un revenu qui correspondait. L'idéal collectif aujourd'hui reste de trouver un emploi salarié et de travailler dans la fonction publique.

« On aimerait donc juste avoir du travail, au moins pour l'un d'entre nous, afin d'avoir un salaire régulier » Selver

Enisa : « Je ferai n'importe quoi comme travail pour cotiser. Nous avons essayé d'avoir notre propre salon de coiffure déclaré et ainsi de cotiser, mais cela n'a pas été une réussite... Il y a ici un manque d'esprit d'initiative pour entreprendre... »

Senad : « Aujourd'hui, la sécurité de l'emploi se trouve dans le secteur public, même si les salaires ne sont pas très élevés, au moins on cotise pour la retraite. » Sabina, sa femme : « j'aimerais que mon

⁶ 18,2% de la population de BH se trouve dans un état de pauvreté relative en 2009. La pauvreté relative est utilisée par l'UE pour surveiller le risque de pauvreté et l'exclusion sociale. Le seuil de pauvreté relative est fixé à 60% la consommation moyenne par équivalent par adulte. La ligne a été définie à 386KM (193€) par mois par adulte équivalent en 2007. MDGs Progress Report 2010.

mari puisse trouver un travail dans le secteur public, ou qu'on ait un stand en plus au marché (chaussure) et ainsi on pourrait contribuer au développement économique. »

« Regardez rien qu'ici chez nous, est-ce que l'Etat a créé une seule entreprise ? Tout ce que l'on a ce sont des particuliers qui en ont pris l'initiative ! Or, pour obtenir un travail chez ces particuliers il faut avoir des contacts. Donc, les riches s'enrichissent et les plus pauvres le deviennent encore plus. » dit Admira la femme de Bilal.

b. Protection du marché intérieur

Les agriculteurs voudraient bien pouvoir placer leur production.

« Si on pouvait vendre tout ce que l'on produit, on pourrait bien vivre ici » dit le père d'Elvir. Il regrette *« les prix à la vente ne sont pas fixes aujourd'hui. C'est une loterie »*.

C'est ainsi que cela se passait dans le pays de Tito. En effet, les coopératives agricoles de l'époque, rachetaient tout le surplus de production, soit pour de l'argent soit en faisant du troc. Aujourd'hui, ces géants sont en friches. De plus, le marché local est inondé de produits importés qui ne laissent que peu de place aux produits locaux.

« Concernant les débouchés c'est un problème au niveau de l'Etat, nous n'avons pas notre marque reconnaissable, notre étoile » regrette Selver.

On peut dire que la production locale n'est pas encouragée. Il manque une stratégie de développement et la mise en œuvre de politiques économiques intelligentes afin de reconstruire et relancer la production et l'économie.

c. Echec des privatisations

Les privatisations ont été une condition préalable à la croissance économique en Bosnie et à l'ouverture du marché aux investissements étrangers, suite au démantèlement de la Yougoslavie. Toutefois le processus de privatisation des entreprises stratégiques commencé en 1998 a progressé très lentement. Le processus de privatisation a été basé sur le modèle expérimenté en Russie et en République tchèque et s'est révélé très vite inadapté à la situation en Bosnie (système de bons). Une loi sur la privatisation, préparée par l'USAID a prévu un second système basé sur la création de 12 agences de privatisation. Le régime institué invite les entreprises à préparer, en collaboration avec des experts internationaux (pour les entreprises stratégiques), un programme de privatisation de leur entreprise ainsi qu'un bilan financier. L'entreprise envoie ce programme pour approbation à l'agence responsable en fonction de sa localisation. Les méthodes de privatisation utilisées par les agences sont : ventes aux enchères, offre publique d'achat, appel d'offres, négociation directe. Ce système n'a pas réussi à juguler la corruption. Les privatisations de masse se sont terminées en 2002 environ.

Le gouvernement craignant de dégrader encore le climat social déjà tendu, hésite à encourager la liquidation des entreprises. Les entreprises n'ayant pas été liquidées sont habituellement achetées pour un prix symbolique avec leurs dettes déclarées et parfois cachées. Les investisseurs craignent la

révélation de mois de salaires impayés aux employés qui leur seraient réclamés après l'acquisition de parts.

« Pour que les choses changent ici, il faut qu'ils arrêtent de vendre les entreprises/usines et qu'ils emploient les gens. Qu'on nous donne du travail et qu'on ait de quoi vivre. » Nedim

« Ici le problème numéro un, c'est la politique. A la tête des entreprises, on a des incompetents, qui ne connaissent pas du tout le métier, mais parce qu'ils ont des contacts ils ont obtenu ces places. C'est normal, que cette entreprise coule par la suite ! » Safer

« Le système économique quasi inexistant », des investisseurs qui n'honorent pas les plans de reprises en matière d'investissements et de création d'emplois, sont bel et bien une réalité en Bosnie.

« Ce qu'il faudrait changer pour que mes enfants aient un meilleur avenir, c'est créer des entreprises pour créer des emplois. Lorsque j'ai un travail, mes enfants vivent mieux aussi. La priorité est qu'ils nous donnent du travail ou qu'on nous donne la possibilité d'aller travailler en Europe ! Moi, je veux juste travailler peu importe le travail. Je n'ai pas de quoi vivre si je ne travaille pas, ce n'est pas comme en France ! Là-bas au moins j'avais 300 euros pour me nourrir, alors qu'ici je n'ai même pas 1km (0,50€) de l'Etat. » conclut Esed.

3. La formation professionnelle

« Même les jeunes, qui font des études, ne trouvent pas de travail. Ils sont tous demandeurs d'emploi, sans aucun revenu, ou ils vont faire des petits boulots pour 30 km (15€)/jour. Ainsi, les jeunes ne veulent pas fonder une famille, comment la faire vivre ! C'est de pire en pire chaque année ! On n'a jamais rien eu de cet Etat et je n'attends rien. » dit Admira, la femme de Bilal.

a. Les jeunes : formation en lycées professionnels

Selver et sa femme : *« De métier, je suis conducteur de machines de gros œuvres. Ma femme elle, est femme au foyer. Elle a terminé le collège. De toute façon, quel que soit le domaine il n'y a pas de travail en Bosnie. »*

Esed : *« Moi je suis serrurier de métier. Mais je sais également souder. »*

Semir et Enisa : *« Nous sommes tous les deux coiffeurs. Je suis coiffeur depuis 1996 et Enisa est coiffeuse depuis un an et demi. Après mon retour de France, je me suis inscrite aux cours de coiffure, dit Enisa, même si je voulais le faire depuis toute petite. Ensuite, je l'ai fait pour qu'on puisse travailler ensemble. »*

« En Bosnie l'école s'apprend par la vie. L'école ne sert à rien aujourd'hui il faut être débrouillard pour vivre ». Selver.

Sabina : « *De plus, beaucoup de jeunes font des études en Bosnie et n'ont tout de même pas de travail.* »

« *Je suis technicien géologue. Avant, il y avait des débouchés dans ce secteur, aujourd'hui c'est quasiment impossible d'obtenir un emploi dans ce domaine sans connaître quelqu'un, sans avoir des contacts.* » Safer

Une impression s'installe : l'école, la formation, servent-elles à quelque chose dans un pays où l'emploi n'existe pas ? A quoi et pourquoi se former, alors qu'il faut se débrouiller pour vivre aujourd'hui ?

Le niveau et la variété des formations dépendent du plan de développement qui lui n'existe pas, des statistiques du bureau de l'emploi et autres qui devraient être communiquées étroitement aux ministères, établissements d'éducation, afin de déterminer les sections, les voies à développer en priorité dans l'enseignement. Cela conduirait à ce que les personnes formées aient des compétences qui correspondent au besoin du marché de l'emploi.

b. Les plus âgés : un niveau de formation faible ou inadapté

« *Je suis menuisier de métier. Pour le moment, seule ma femme travaille et elle fait vivre toute la maison.* » Dragoljub

« *Avant la guerre, moi j'ai fait l'école d'hôtellerie (serveur-cuisinier), alors que ma femme a fait l'école du textile. Mais aujourd'hui tout cela ne nous sert absolument à rien du tout.* » Hajrudin

La classe active des 25-35 ans a été perturbée dans sa formation par les années de guerre. Ainsi, la majorité des personnes ayant eu accès à un projet de réinsertion économique n'a-t-elle pas bénéficié d'une véritable formation professionnelle. Dans de nombreux cas, l'absence du père n'a pas non plus permis la transmission des savoirs faire.

En outre, quand bien même certains disposent d'une qualification professionnelle, l'absence locale d'emplois salariés et l'insuffisance de formations « pratiques » en cours de scolarité, ne leur permettent pas d'exercer leur « métier » d'origine.

De plus, la formation continue pour adulte n'est pas très développée pour permettre l'acquisition de compétence au long de la vie.

Enfin, devenant souvent agriculteurs « par défaut » de nombreux porteurs de projets se lancent dans une activité qu'ils ne maîtrisent pas toujours suffisamment.

4. Une réglementation du travail peu respectée

a. Des salariés sans droits

Senad dit que les salariés se font exploiter. Safer ajoute que les patrons ne veulent pas déclarer les salariés. Elvir dit que certains salaires ne sont pas versés ou payés en retard. Les charges sociales ne sont pas payées non plus d'après Esed.

« Je ferai n'importe quoi comme travail pour cotiser » Enisa. « Je me dis que ça ira tant que je peux travailler, mais une fois vieux, je n'aurai pas de retraite » Semir

« Mais, même lorsque je travaillais là-bas » dit Esed « je n'avais pas un salaire régulier. Il nous payait avec trois mois de retard ! Je travaillais pour 300km/mois (150€) de 7h du matin jusqu'à 15h. Or, je travaillais 12h/jour pour pouvoir gagner 500 km/mois (250€).

Semir « ne pense pas grand chose de l'économie en Bosnie ! Ici, même si tu travailles tu n'as pas de salaire. »

« Lorsque je suis revenu de France, j'ai travaillé dans une entreprise de sécurité, je n'ai été payé qu'une seule fois et encore ce n'était pas le salaire intégral. J'ai eu 150km (75€), alors que je travaillais la nuit ! C'est du banditisme. Le secteur privé fait de belles promesses, mais il ne paye pas les employés en réalité. La meilleure chose c'est de créer sa propre activité ! » explique Senad.

b. Fréquence du travail au noir ⁷

Enisa et Semir ont un salon de coiffure qu'ils ne déclarent plus. *« Le salon n'est pas déclaré, c'est pourquoi on arrive à vivre de ce que l'on gagne. Mais si on était déclarés nous n'arriverions pas à vivre de notre seule activité ».*

« Pour vivre on fait des petits boulots à droite et à gauche, au noir. Ici, c'est tout à fait normal de travailler au noir. Si tu trouves une entreprise pour travailler de façon légale, tout va bien jusqu'au moment où il faut que le patron t'assure ou te donne ton salaire. Là ils trouvent toujours des excuses pour te virer ! » dit Esed.

c. L'entreprise : « propriété du chef »

Abus de biens sociaux dans les entreprises

« Ici, avant même qu'une entreprise ne voit le jour, le directeur a déjà un chauffeur privé, une secrétaire, celui qui prépare le café... ici une entreprise c'est comme si c'était une institution publique !!! On n'a pas besoin de tout ça ! » explique Safer.

Licenciement abusifs

Esed raconte : *« En 2008, une entreprise m'a embauché pour me former en tant que soudeur. Ils m'ont dit qu'ils me prenaient pour une durée de trois ans mais que je devais aller me former à Tuzla. J'y suis allé deux mois et demi à l'école à Tuzla.*

⁷ La part du secteur informel dans l'emploi totale était de 33.6% en 2006 (MDGs Progress Report 2010) et de 42,7% en 2004 d'après la BERD.

A la fin de la formation, j'ai travaillé dans l'entreprise pendant sept mois, on m'avait rayé de la liste des demandeurs d'emploi, j'ai passé la visite médicale, tout est bon j'avais assuré ma femme et ma petite fille...puis, le directeur est arrivé en nous disant que c'était la crise économique et qu'il ne pouvait pas nous garder. Licenciement car crise économique ! En fait, s'il nous avait gardés un mois de plus on aurait pu toucher des indemnités, mais il nous a licenciés juste avant comme ça il ne nous devait rien !

« Economiquement, je n'ai plus d'espoir ! » affirme Hajrudin. *« Par exemple, certaines entreprises emploient des personnes et reçoivent de l'argent pour ça, mais un an après ils procèdent aux licenciements. Il n'y a rien qui est fait de façon intelligente. »*

Esed conclut : *« Ici les choses pourraient évoluer si l'Etat permettait aux gens d'investir dans ce pays, de créer des emplois, pour que les jeunes gens puissent travailler et qu'ils n'aient pas qu'une seule envie, celle de fuir ce pays ! Pourquoi est-ce que j'irais ailleurs, si j'ai un travail ici. J'étais content moi d'avoir mon boulot et de gagner 500km (250€), même 300km (150€) pour 12heures de travail ! »*

Souvent un cadre réglementaire existe mais il n'est pas mis en œuvre. Pourquoi ne pas mener une politique punitive et introduire un système sévère d'amendes et d'inspections afin que les employeurs déclarent les salariés, et respectent la réglementation du travail.

5. La discrimination face au travail

a. Les pratiques : la corruption, le piston

Même au sein du bureau pour l'emploi ils ne font rien pour nous aider à trouver un emploi. Ou sinon tout passe par le contact. Même lorsqu'ils ont des offres d'emploi celles-ci sont déjà réservées pour quelqu'un, une connaissance » Enisa et Semir

« Je suis « technicien géologue ». Avant, il y avait des débouchés dans ce secteur, aujourd'hui c'est quasiment impossible d'obtenir un emploi dans ce domaine sans connaître quelqu'un, sans avoir des contacts. » Safer

« Ici on regarde tout à travers l'argent. Chez nous la corruption c'est une maladie » dit Dragoljub. *En fait, nous avons des lois bien établies, noir sur blanc, mais la réalité est tout autre, c'est comme en Afrique ! En pratique, rien n'est encadré ! C'est normal que les entreprises étrangères ne veuillent pas investir ici, elles ne veulent pas de cette corruption !*

« Aujourd'hui, on obtient un travail en fonction du parti politique dans lequel on est engagé pas en fonction de nos compétences. » Dragoljub

« Ici c'est très cher d'ouvrir une entreprise à son nom. Il faut au moins un an de patience pour commencer une activité et ça coûte très cher. Je dirai même que c'est plus cher d'ouvrir une entreprise ici qu'en France. Il faut payer tout le monde, tout d'abord les maires ! Ici les maires n'en ont rien à faire des citoyens et ils ne font rien pour que des emplois se créent, au contraire. Lorsqu'on prend l'initiative ils font tout pour nous bloquer !

« Pour que la situation s'améliore ici, il faudrait créer des emplois » dit Safer. « Ils en parlent juste au moment des élections et puis on n'en entend plus parler jusqu'à une prochaine campagne électorale. J'ai surtout de la peine pour les jeunes, qui s'engagent dans ces partis politique, qui leurs promettent un emploi mais en réalité tout n'est que mensonge.

Aujourd'hui « *Acheter son travail* » est une expression qu'on entend parfois lorsqu'il s'agit de trouver un emploi dans une grande entreprise. C'est une pratique admise et acceptée de plus en plus par ceux qui « ont de l'argent ».

Dans l'ancien système il y avait de nombreux bénéfices hors du salaire comme par exemple les vacances payées organisées, l'achat de livres scolaires etc... aujourd'hui cela n'existe plus. Le salaire est la principale source de revenu qui sert à tout financer. De plus, les salaires sont plus faibles qu'avant la guerre par rapport au pouvoir d'achat, est il possible d'y voir une des causes de la pratique de la corruption⁸ ?

b. Discrimination liée au statut de la personne

Discrimination face au statut de la personne : statut d'invalide ou statut de personne déplacée

« Mais l'Etat ne fait rien pour nous ! Nous sommes à 8km de la ville, il n'y avait pas un seul arbre ici, c'est nous qui les avons plantés ! Qu'ils nous donnent au moins une carte d'identité valable 10 ans pour avoir une situation plus stable. » Esed nous dit que ce statut lui a valu un travail à Banovici. Les personnes ayant un statut de personne déplacée en Bosnie ont une carte d'identité valable deux ans et renouvelable.

« Lorsque mon mari cherche du travail, toutes les entreprises lui demandent un examen de santé et lorsqu'il dit que c'est un invalide de guerre on lui referme les portes aussitôt, et ce en Fédération de Bosnie Herzégovine ! De toute façon, en Republika Srpska il n'y a pas de travail ! » nous dit Admira femme de Bilal.

c. Discrimination liée à l'appartenance communautaire

« Nos enfants n'ont pas d'avenir ici. Sur 1000 serbes dans les hôpitaux il n'y a que trois ou quatre musulmans, la même chose dans la police... même après avoir fait des études, il est impossible de trouver du travail. » dit Hajrudin, qui poursuit :

« L'aide de l'ANAEM m'a beaucoup aidé au départ, mais pas ensuite. J'avais 300 km (150€) de frais pas mois et je ne pouvais pas les payer. Avec ce taxi, j'ai dû emprunter de l'argent, c'était dur financièrement. La mairie de Zvornik m'a donné comme emplacement pour mon taxi ici dans mon

⁸ Transparency International publie un Indice de perception de la Corruption (IPC), un classement évaluant 178 pays en fonction de la perception du niveau de corruption affectant leur administration publique et classe politique. Dans l'édition 2010, près des trois quarts des pays évalués ont un score inférieur à 5, sur une échelle allant de 0 (haut niveau de corruption perçu) à 10 (haut niveau d'intégrité perçu). La Bosnie Herzégovine a une note de 3,2. La France, avec une note de 6,8, recule encore d'une place et passe au 25ème rang du classement. Elle demeure ainsi derrière de nombreux Etats européens tels que la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni. <http://www.transparence-france.org/>

village, je n'avais pas le droit de travailler à Zvornik, j'avais des menaces, des amendes... je ne pouvais pas gagner ma vie en attendant un client ici sur cette place où il n'y a que très peu de passage. Lorsque j'ai demandé l'autorisation de travailler à Zvornik, ils m'ont dit que je ne l'obtiendrais jamais, « tu ne l'auras jamais cette autorisation » ce sont leurs mots ! Après huit mois, j'étais obligé de cesser mon activité. Je me suis de nouveau inscrit en tant que demandeur d'emploi.

« Ici même si mes enfants font des études ils ne trouveront jamais du travail ! Il n'y a aucun avenir. Surtout lorsqu'on est musulman ! Que des discriminations de la part des serbes mais aussi des bosniens ! Parmi les bosniens ce ne sont que les fils de maman et papa qui réussissent et trouvent un travail. »

Les discriminations sont l'expression d'une société où la confiance a disparu, elles handicapent beaucoup l'accès à l'emploi. Et pourtant, la coopération économique pourrait être un moteur efficace pour dépasser les clivages, éviter les affrontements directs et prendre la distance nécessaire à la reconnaissance des torts durant la guerre passée.

6. Conclusion

Comment envisager l'avenir dans un tel contexte ? Quel avenir pour les enfants de ces familles ?

Une des raisons principales du non retour de certaines familles sur les lieux d'habitation avant guerre est l'absence de travail.

« Mais c'était difficile de vivre là-bas... je n'avais pas de travail, rien. Seules les personnes âgées étaient revenues à Kamenica, pour nous les jeunes il n'y avait pas d'avenir. » dit Nedim

15 ans après la fin de la guerre, l'économie n'a toujours pas atteint son niveau d'avant guerre. Désormais, les familles, fatiguées, ont du mal à croire que les choses vont évoluer positivement.

« J'ai peur de penser à mon avenir ! J'ai de la peine pour mes enfants, pas pour moi ! Demain, lorsque mon enfant aura terminé l'école, qu'est-ce qu'il fera ? Il sera demandeur d'emploi comme moi ! » confirme l'épouse de Nedim

La société se bipolarise de plus en plus. Quelques riches s'enrichissent et ont accès à tout alors que les nombreux pauvres sont de plus en plus pauvres et l'exclusion s'impose de plus en plus.

« Si tu veux, mets-toi au bord de la route et observe, tu verras il n'y a que deux catégories de voitures : les dernières sorties ou les plus vieilles ! (elle pense aux voitures immatriculées en Bosnie). Il n'y a rien entre les deux ! » commente l'épouse de Nedim.

« Mon avenir en fait, je le vois quelque part où je pourrai travailler et mes enfants grandir en sécurité » ...

Seule une politique effective de développement économique pourrait relancer une économie nationale exsangue et sans perspectives : quelles priorités et quels soutiens aux activités agricoles, quelles activités de transformation ou conditionnement, quels circuits et débouchés commerciaux,

comment reconstruire des activités industrielles, comment réinventer un secteur tertiaire en jachère ?...

Comment enfin se préoccuper du quotidien et de l'avenir des citoyens de la Bosnie Herzégovine ?

Quelques éléments de coût de la vie

1 pain de 400g : 0,45€

1l d'huile de tournesol : 1,75€

25kg de farine : 15€

1l de lait : 0,85€

1kg de sucre en poudre : 1,00€

1l d'essence : 1,20€

1kw d'électricité : 0,0602€

Couverture santé volontaire par personne à Tuzla : 19€/mois

Exemple de salaire :

Femme de ménage : 2,50€ / heure

Travailleur physique sans qualification à la journée (non déclaré): 15 €

LA SANTE

1. Une question de force

En Bosnie les corps parlent des cicatrices du temps et de l'âme. Nul besoin de longs discours pour saisir l'engagement physique et mental nécessaires à l'épreuve de la vie. Hors des domaines protégés des administrations, le travail s'exerce en s'appuyant sur une culture qui valorise la force.

De fait, vivre dans les zones rurales et tirer profit du travail de ses bras, est soumis à la condition primordiale de l'état de santé du chef de famille et de ceux qui l'entourent... hors du travail physique pas de salut... Selver traduit en ces mots sa condition sociale : « *lorsqu'on n'aura plus la santé, on n'aura rien du tout, on sera des vieillards sans retraite... on compte sur nos enfants !* ».

2. L'empilement des traumatismes

Sur le plan psychique, la guerre a laissé des blessures profondes. A ces traumatismes non soignés, et souvent non parlés, ont succédé les tentatives avortées de retour vers la terre d'origine, puis la décision de tout quitter pour partir vers un occident idéalisé, la trahison des passeurs qui les ont délestés de leurs quelques richesses, l'échec de la demande d'asile en France et enfin le retour, souvent non désiré, vers « l'occident sauvage ». Hajrudin conclut... « *nous ne sommes RIEN* ».

Au-delà de la tristesse, pointe la désespérance « *cette vie nous détruit psychologiquement ... moi je n'ai plus envie de vivre... depuis que nous sommes rentrés de France j'ai des soucis de santé... notre quotidien me bouffe, on est détruits psychologiquement* » (Admira, femme de Bilal) »... Il faut noter que les 10 témoins interrogés pour cette étude, ainsi que leurs épouses ont manifesté leur souffrance psychique d'une manière ou d'une autre.

3. Que fait l'Etat dans le domaine de la santé ?

a. L'assurance santé

Les salariés sont assurés par leur employeur, quant aux non-salariés ou non-déclarés, et ils sont légion, l'assurance est déclenchée par l'inscription au « Bureau pour l'Emploi », renouvelable chaque semestre. L'auscultation et les frais d'hospitalisation en hôpital public sont gratuits, certains médicaments également, ainsi que les interventions chirurgicales. Il faut noter que l'organisation du système d'assurance santé est la même en Republika Srpska et en Fédération.

L'assurance santé n'est valable que sur le territoire du canton (il y a 10 cantons en Fédération de BH)... un malade atteint d'une pathologie grave ne peut donc bénéficier d'un plateau technique plus adapté, hors de son canton. Une assurance santé privée est possible, mais hors d'accès pour cette tranche de population.

Les personnes qui ont perdu des membres de leur famille pendant la guerre bénéficient d'une prise en charge si les soins sont donnés en Fédération (Elvir). BIZ : bureau d'assurance santé pour les familles d'invalides de guerre (Bilal). En RS, il n'y a pas de reconnaissance des dommages de guerre.

b. Le système de soins : dispensaire/ hôpital

Les dispensaires locaux assurent les soins de médecine générale et orientent vers l'hôpital si nécessaire. Ils sont le passage obligé vers l'hôpital public, mais les délais de soin ne sont pas fiables « *on se fait soigner dans le public : c'est horrible, on finit par guérir ou mourir le temps d'obtenir un rendez-vous* » (Sabina, femme de Senad)

Des médecins et des cliniques privés commencent à s'installer, mais aucun témoin n'y a fait référence si ce n'est en soulignant l'impossibilité pour eux d'y accéder financièrement.

Enfin, les transports vers les lieux de soin se font prioritairement par les proches, hormis dans les cas les plus graves pour lesquels le dispensaire sollicite l'ambulance.

Il faut souligner qu'aucun des témoins interrogés n'a fait référence à un soin psychique quel qu'il soit, bien qu'ils aient tous manifesté de grandes souffrances de cet ordre.

c. Les difficultés majeures du système de santé :

Un dysfonctionnement structurel qui laisse les moins nantis sur le pavé :

- La structuration géographique des services de soin, incite les populations déplacées à rester fixées sur les territoires où elles peuvent bénéficier d'une offre de soin. C'est une raison non négligeable de la difficulté des familles à envisager un retour dans leur lieu d'habitation d'origine.
- La faiblesse des « soins à domicile » laisse aux bons soins des familles, ceux que la santé a désertés... ainsi, personnes âgées et personnes handicapées sont, dans la majeure partie des cas, à la charge de leurs proches. Les institutions non hospitalières sont rarissimes.
- Les pensions et indemnités versées par l'état restent dérisoires :
 - 32€/mois pour une invalidité à 50 %
 - 100 €/mois pour une retraite vieillesse (RS)

Certains personnels de santé n'échappent pas à l'appât du gain, et par voie de conséquence, à la corruption... « *si tu as de l'argent tu auras un rendez-vous dans les 2 jours qui suivent, si tu n'en as pas, tu attendras 5 mois* » (Nedim et son épouse)... là encore il ne s'agit pas d'un cas isolé, les personnes interrogées ont librement évoqué de nombreuses situations de corruption.

Un point encourageant :

Les familles bosniaques revenues en Republika Srpska qui se font soigner localement, reconnaissent être soignées de la même manière que le reste de la population. Nous n'avons pas sur ce point d'expression de familles serbes vivant en Fédération BH.

LA FAMILLE

1. La vie ensemble

La cellule familiale – père, mère, enfants, grands parents paternels – est la structure de base de la société bosniaque. C'est un lieu d'entraide mutuelle, de mise en commun, de résistance à l'insécurité de l'avenir. Tous témoignent de cette sécurité de base que représente la famille proche. « *Dans la famille on s'entraide, on compte les uns sur les autres* » (Dragoljub). Quand le père du chef de famille est mort ou absent, c'est le frère qui fait fonction de soutien « *c'est à nous deux que revient la responsabilité de faire vivre la famille* » (Safer). L'économie de la cellule familiale s'appuie fréquemment sur les pensions des parents (veuve de guerre ou invalidité). L'interdépendance est donc le vécu quotidien de nos interlocuteurs.

Ainsi parmi nos 10 témoins, 6 couples vivent dans la maison familiale avec les parents ou l'un des parents du chef de famille. 2 couples vivent dans leur propre maison, suite à l'éloignement familial.

Cette tradition n'est pas toujours facile à vivre pour les jeunes femmes qui, en se mariant, héritent de la charge de leurs beaux-parents, des arrière-grands parents s'ils sont toujours en vie, et du travail de la maison et/ou de la ferme. Cependant, nos témoins ne s'expriment pas directement sur ce point... peut-on y voir le poids d'une tradition encore difficile à mettre à distance pour les jeunes femmes ? ... ou bien l'absence de solutions de recours ?

Pendant la guerre, le mouvement d'immigration déjà présent en ex-Yougoslavie s'est considérablement amplifié. Le quart de la population s'est dispersé dans les pays occidentaux provoquant un véritable éclatement des familles : 6 de nos témoins ont des frères et sœur en Europe ou aux Etats Unis. Cette diaspora joue un rôle de perfusion économique, mais elle suscite aussi envie et stimulation pour les candidats à l'immigration.

Le retour des familles sur leur lieu d'origine demeure très problématique. Les conditions d'une vie décente sont rarement réunies pour permettre cette réintégration (travail, revenus, déplacements, sécurité, santé, éducation des enfants...). Trois de nos témoins se sont fixés loin du lieu d'ancrage familial d'avant-guerre. L'un d'entre eux vit encore en « camp de réfugié », appelé pudiquement « centre collectif ». Très fréquemment, seules les personnes âgées sont revenues au village.

2. La place des femmes

Les femmes se sont largement exprimées dans cette enquête, mais on a l'impression qu'elles prennent une place qui ne leur est pas donnée. Cependant elles expriment leur avis avec conviction, la plupart du temps pour renforcer l'expression de leur mari. Aucune femme ne s'est exprimée pour contredire son mari... le sujet abordé était-il consensuel dans le couple ou bien ...

Une seule mère de témoin s'est exprimée (mère d'Esed), sans doute à cause de l'âge du fils (moins de 30 ans)... mais sans doute aussi à cause de leur histoire... elle fait partie des nombreuses veuves avec enfants déplacées dans des lieux sordides, où beaucoup vivent encore, et ont du faire face à la survie familiale.

La guerre a marqué une étape déterminante dans le changement de statut de la femme. En effet, très nombreuses sont les femmes qui ont du passer subitement de la soumission docile au statut de chef de famille dans un contexte de grande précarité. Ce changement se mesure particulièrement chez les femmes de plus de 40 ans qui étaient de toutes jeunes femmes avec enfants au moment de la guerre. Les épouses de nos interlocuteurs échappent à cette catégorie, mais leurs mères sont concernées.

La femme a traditionnellement la charge de la maison et de l'éducation des enfants. Mais elle fait bien plus encore... travail de la ferme, jardin, prise en charge des beaux-parents plus ou moins âgés et handicapés. Certaines trouvent encore l'énergie de porter le « drapeau de la révolte »... « *si on était plus solidaires on pourrait... faire des manifestations. Tous, les hommes, les femmes, les enfants* » (Admira femme de Bilal).

Sur l'ensemble du groupe une seule femme est salariée dans une « administration » (femme de Dragoljub), les autres contribuent à l'économie familiale en travaillant avec leur mari. Aucune des femmes rencontrées n'a émigré seule. Six d'entre elles sont parties avec leur mari.

3. La place de l'homme

Il est le chef de famille incontesté, chargé de produire les revenus nécessaires à l'économie familiale. Dans ce contexte économique très difficile on perçoit le poids permanent que représente cette responsabilité pour les hommes rencontrés, d'autant qu'il y a eu rupture de transmission paternelle du fait de la guerre. Certains hommes expriment même un sentiment d'épuisement, voire de désespérance et d'angoisse à ne pas réussir dans ce combat journalier ... « *Je ne suis pas encore mort physiquement, mais ça y ressemble beaucoup ... Ca me fait peur car les années passent, qui est-ce qui va m'embaucher à 40 ans ?* » (Nedim).

4 hommes sur 10 ont émigré seuls. Les autres ont émigré en famille. Tous, sans exception invoquent comme motif la nécessité de trouver un travail. Un seul évoque l'envie de s'ouvrir, de communiquer, de rencontrer d'autres cultures.

4. Les enfants

La société bosnienne donne une place de choix aux enfants. Ils sont très entourés par le groupe familial et fréquemment pris en charge par la grand-mère, quand la mère travaille. Cependant « la peur » pour l'avenir de l'enfant est majoritairement évoquée par les familles comme motif de leur immigration « *en France... nous voulions donner une meilleure éducation à nos enfants... un meilleur*

avenir, sans peur... » (femme de Bilal). Mais ils sont aussi le motif du retour : « quand on nous a dit d'appeler le 115, ou alors d'accepter le retour en Bosnie, j'avais peur pour mes enfants, ils étaient trop petits, alors j'ai accepté de rentrer en Bosnie » (Nedim)

La préoccupation des familles pour l'avenir de leurs enfants dans le contexte local est majeur : *« l'avenir de ma petite fille... je ne sais pas, c'est trop loin. Ici on vit au jour le jour » (Elvir). Ils aimeraient pour leurs enfants rompre le cercle infernal du silence : « Nos enfants ne sont pas libres de dire ce qu'ils pensent... et cette tradition de se taire se transmet de génération en génération... » (femme de Bilal)*

7 couples sur 10 ont deux enfants, 2 couples ont un seul enfant, mais la majorité de nos interlocuteurs ont moins de 40 ans...

5. Conclusion

Une société fortement marquée par la place traditionnelle de la famille, mais aussi une société éclatée par les déplacements de population provoqués par la guerre et ses conséquences. Donc une société en pleine mutation, qui a perdu sa stabilité, son ancrage ancestral, et qui cherche ses appuis économiques et sociaux pour évoluer vers une société moderne.

LA RELIGION

1. Religion – Education : un rapprochement malsain

8 familles sur 10 interrogées se sont exprimées sur les questions d'éducation, avec 22 citations, alors que nous n'enregistrons qu'une dizaine d'expressions relatives à la religion chez 4 familles, soit la moitié. Cela manifeste à notre avis assez bien la hiérarchisation des préoccupations... alors que l'éducation des enfants demeure un souci majeur et une revendication d'égalité et de justice, il n'y a aucune revendication de liberté en ce qui concerne l'expression religieuse. Bien au contraire, la religion n'est citée par nos témoins que pour en constater les liens pervers avec le secteur éducatif ou l'économie :

« Les signes religieux devraient être interdits dans les écoles... il y a des églises et des mosquées pour ça ! » (Bilal)

« Ici c'est de la folie, on utilise la religion pour faire de l'argent » (Dragoljub)

« Qu'on enlève tous ces signes religieux, même musulmans, je suis contre l'éducation religieuse à l'école (Hajrudin)

2. Manipulations des religions

Bien qu'attachés culturellement à leurs racines religieuses, nos témoins déplorent l'utilisation qui en est faite. Ainsi la construction des mosquées ou des églises orthodoxes, souvent signes extérieurs d'un marquage territorial, n'est pas l'expression d'un peuple. Nos témoins sont critiques sur ces signes extérieurs religieux qui ne répondent pas à leurs besoins et dont ils repèrent bien le caractère manipulateur.

« Ici la religion n'est que provocation » (Hajrudin)

« Seulement pour le ramadan, des Turcs ou des gens des organisations arabes viennent nous rendre visite et nous apportent de la viande et des paquets d'aliments. » (Esed)

« Trop de mosquées et pas d'entreprises » (frère d'Esed)

Les religions, ont un rôle trouble dans ce qu'elles donnent à voir. Nos témoins ont collectivement une conscience assez claire du déplacement dont elles sont l'objet, pour ne pas dire, de leur manipulation.

L'EDUCATION

1. Un choix coûteux pour les familles, non soutenues par l'Etat

La scolarité débute à 7 ans. Elle est obligatoire et gratuite jusqu'à 15 ans. Cependant les établissements scolaires sont parfois éloignés, surtout dans les zones de montagne. Les transports scolaires ne sont pas organisés et sont à la charge des parents :

« A partir de la 4^{ème}, les enfants doivent aller à Banovici (10 km) et il n'y a que 2 bus par jour aux heures de travail de la mine... pour aller à Banovici il faut payer 10 € le taxi A/R » (Esed)

« A Kamenica il n'y avait que 4 classes à l'école primaire... les enfants devaient faire 18 km pour aller à l'école » (Nedim)

Les familles soulignent la charge que représente le coût de la scolarité dans leur budget :

« Là, pour la rentrée scolaire de mon fils, je vais devoir travailler dur pendant 2 semaines pour pouvoir lui acheter son uniforme et ses livres (entre 100 et 150 € ») (Nedim)

« Nous n'avons que 10 € d'allocation de l'Etat par mois et par enfant ... et encore, ce n'est pas régulier, on en reçoit la moitié, et l'autre, jamais ! » (épouse de Nedim)

2. La qualité de l'enseignement est suspectée

Le système scolaire est un lieu sensible à l'inégalité : les programmes, ou du moins, certaines matières, sont enseignées dans des versions différentes selon la situation géographique, et les familles minoritaires ne peuvent assurer à leurs enfants une transmission culturelle respectueuse de leur appartenance, et tenant compte de la diversité.

« Au départ, les enfants serbes avaient des cours de religion, alors que ces cours étaient interdits pour les enfants de confession musulmane jusqu'en 2009. Ce n'est que l'année dernière qu'on a réussi à obtenir des cours de religion pour nos enfants. » (Bilal)

« A l'école c'est mixte, une moitié des élèves est serbe, l'autre bosnienne. Les enfants n'ont pas de problème particulier, mais de temps en temps les critiques des enseignants sont plus sévères avec les enfants de l'autre entité. Mais ce qui me dérange le plus, c'est ce que l'on enseigne à mes enfants... on ne leur enseigne que la littérature serbe, les chants de saints orthodoxes, ou l'histoire des serbes... ils ont même appris l'hymne de la Republika Srpska » (Selver)

« Ils continuent à faire régner le nationalisme et la propagande, même dans l'éducation. On enseigne n'importe quoi aux enfants, l'histoire est erronée » (Bilal)

La formation des enseignants, ainsi que leur intégrité sont suspectés. Safer souligne la corruption qui règne là, comme ailleurs *« il est hors de question que je fasse des études maintenant...là aussi, il faut payer pour réussir ses examens »*. D'autres suspectent la formation des enseignants :

« Il n’y a rien pour les enfants, les cours sont de mauvaise qualité... ils apprennent le russe, aucune autre langue étrangère n’est enseignée... le prof d’anglais est vendeuse de formation ! » (Bilal)

« Si tu ne fais pas de temps en temps des compliments à la maîtresse d’école, elle mettra de mauvaises notes à ton enfant, peu importe si ton enfant est bon élève » (Hajrudin)

3. Un système éducatif qui ne donne pas accès au travail

La Bosnie Herzégovine n’est pas la seule à ne pas avoir de filières organisées entre formation professionnelle et offre d’emploi. Néanmoins le problème prend un caractère particulièrement grave dans ce pays : toutes les personnes interrogées ont fait des écoles professionnelles, un seul travaille dans sa branche.

« Nous, on élève nos enfants, mais pourquoi ? J’ai de la peine pour mes enfants, pas pour moi ! Demain, quand mon enfant aura terminé l’école, qu’est-ce qu’il fera ? » (femme de Nedim)

« Il y a de plus en plus de jeunes qui font des études et se retrouvent sans emploi... ils sont éduqués mais n’ont pas de quoi manger ! » (Papa d’Elvir)

4. Discrimination à l’école : tentatives et échecs

On constate dans ce domaine des situations très différentes, sans doute propres à quelques particularismes locaux... faut-il y lire une amorce d’apaisement de la société, ou bien le raidissement de quelques bastions de radicalité ? Les deux sans doute, selon les histoires locales, les tempéraments, ou les déceptions.

« Ici, mon fils va à l’école à 300 m de la maison. Il y a une majorité de musulmans et quelques serbes, donc nous sommes aujourd’hui dans la même situation bosniens et serbes ! » (Nedim)

« A l’école il y a une majorité de bosniaques et 3 roms... il n’y a pas de problème particulier » (Senad)

« Mon fils est régulièrement insulté, il est traité de « turc » de « balija » » Hajrudin

« Il est hors de question que nos enfants aillent au lycée ou à l’université en RS... je préfère qu’ils ne fassent pas d’études plutôt que de les laisser aller étudier en RS ... on s’est déjà assez rabaissés en étant dans l’obligation de les envoyer à l’école ici, après tout ce qui s’est passé... je m’en veux énormément. » (femme de Bilal)

L’éducation est un fil ténu de l’intégration de la société bosnienne. Au regard des difficultés manifestées, on ne voit pas comment peut se construire un tissu social cohérent, respectueux des diversités qui la composent.

LA « MAL-VIE »

Lassitude, insécurité et impuissance au quotidien

En racontant leur part d'histoire au gré des interviews, les personnes interrogées expriment spontanément, et selon les thèmes évoqués, leurs sentiments sur la vie au quotidien.

Lorsque l'on connaît un peu les bosniens et que l'on a l'occasion de partager avec eux des moments amicaux, même fugaces, on est évidemment frappé par leur caractère paisible, leur façon généreuse de partager les événements de la vie, leur gaîté, et leur grande capacité de dérision voir, d'auto dérision...

Cependant, force est de constater que cette enquête exprime surtout une sorte de « mal de vivre », et essentiellement le témoignage préoccupant, d'une grande détresse...

1. « Ici, on n'est pas protégés... »

Ainsi les deux sentiments les plus souvent évoqués sont ils : l'insécurité et la peur...

a. L'insécurité

Il s'agit ici tout d'abord de l'insécurité consécutive au sentiment, très fort, de ne pas être protégé par les autorités, et plus généralement par l'Etat...

« Ici on n'est pas protégés »...nous dit Bilal, « Je me sentais plus protégé en France qu'ici en Bosnie, la bas, je me sentais comme un être humain, ici non...Cet Etat ne me donne rien !... confirme Elvir...

Selon Esed, habitant d'un Camp de réfugiés en Fédération : « Nous n'avons droit qu'à un document d'identité provisoire ! Qu'ils nous donnent au moins une carte d'identité valable pour 10 ans ! »...

« Si jamais un malheur arrivait dans ma maison » dit par ailleurs Nedim, « je n'aurais rien à espérer de la part de la police... »...

b. La peur

Cette « peur » ressentie par certains, est diffuse, mais parfois aussi directe...

Safer ne comprend pas : « Les gens ont peur de tout ! Pourquoi ils ont peur de critiquer le Maire ; ils ne se donnent pas le droit d'être contre le Maire parce qu'il est serbe...Je ne comprends pas ! »

Cette peur est aussi évoquée à propos de la recherche de témoins des crimes commis pendant la guerre : « On finira par découvrir les meurtriers parmi nos voisins... » dit Selver. « Le problème est que les gens ont peur de témoigner ! »...

« On ressent une tension permanente dans notre société » poursuit Selver, « on n'a pas besoin de fusils pour instaurer cette atmosphères... »

2. « Nous ne sommes même pas une sous-classe de, nous ne sommes Rien.. »

Associée à l'insécurité, s'exprime l'impression de ne pas être « reconnu »

a. La « non existence »

Ce sentiment est ressenti comme une grande violence faite à chacun ; elle est le fait de l'indifférence ou du cynisme de nombreux élus ou divers représentants des autorités publiques...

« Les administrations nous traitent comme du bétail ; ils se disent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent avec nous ! » s'indigne Hajrudin.

« Même lorsqu'on essaye de s'en sortir, ils nous rabaissent ! » confirme Safer. « A la mairie, ils font exprès de ne pas nous donner à temps ce qui nous revient... Ils font trainer, le temps que les délais expirent ... »

b. La manipulation - La trahison

Au niveau local ou national le personnel politique semble oublier très vite les engagements qu'il a pu prendre...D'où une impression largement partagée d'être sans cesse « trompé », et manipulé :

« Le meilleur business aujourd'hui en Bosnie, c'est la politique ! (Hajrudin)

« Les politiciens endorment les gens ; ils veulent les rendre passifs. Mais entre eux ils sont tous amis !... (Amira)

« De toute façon l'Europe nous laisse tomber ; on ne les intéresse pas... » conclut Bilal...

3. « Nous sommes épuisés, physiquement, moralement... »

Le quotidien difficile exige de tous nos interlocuteurs beaucoup d'énergie. La plupart des interviewés témoignent d'une grande lassitude physique et psychologique.

Ainsi les propos d'Amira : « Nous nous épuisons au travail ! On ne fait que travailler pour pas grand-chose : regarde à quoi je ressemble !... »

A propos des relations intercommunautaires en Republika Srpska, Senad précise : « Il y a trop de tension ; je ne peux plus subir tout ça...Je n'ai plus la force !... »

Plus radicale l'épouse de Bilal affirme : « Cette vie nous détruit psychologiquement !... »

4. « On ne voit pas de solution pour améliorer les choses »

Face aux difficultés rencontrées et la multiplicité des problèmes à résoudre, presque tous expriment une véritable impuissance.

a. Pas d'issue aux difficultés rencontrées

« *L'autre soir* », dit Amira, « *on a discuté avec mon mari, en disant que pour nous la vie est terminée ; on ne peut s'attendre à rien de mieux !* »

« *Nous en tant que simples citoyens* » précise Bilal, « *on ne peut rien faire...* » et « *moi* », ajoute Dragoljub « *je me sens impuissant face au chaos actuel !* »

Quant à Hajrudin, il a « *l'impression qu'il n'y a pas de solution pour la Bosnie ! On est en train d'endormir les gens...de les endormir intellectuellement !...* »

b. Manque de solidarité

Si quelques initiatives collectives émergent ça et là pour résoudre des problèmes villageois (routes, adduction d'eau etc....) pour l'essentiel, les personnes interviewées stigmatisent l'individualisme qui caractérise le fonctionnement social actuel en BH, et le fait qu'il est difficile d'engager des actions solidaires hors du cercle familial.

« *Les gens sont renfermés sur eux même et disent difficilement ce qu'ils pensent. Chacun ne s'occupe que de soi-même* » regrette Nedim.

« *Si on était plus solidaires* » soutient Bilal, « *on pourrait dire stop et manifester notre mécontentement !* »

5. « Ici, on vit du jour au lendemain... »

Associée au fort sentiment d'impuissance, s'exprime systématiquement l'impossibilité de se projeter dans l'avenir...

a. Vivre au jour le jour

« *Depuis que je suis revenu en Bosnie, je me contente de survivre...* » dit Hajrudin.

Pour Bilal et son épouse : « *L'avenir on ne peut même pas l'imaginer... On vit du jour au lendemain. On ne se voit pas progresser, on ne peut même pas faire des projets.* »

b. Quel avenir pour nos enfants

« *On veut croire en un meilleur avenir pour nos enfants* » disent certains, mais pour beaucoup ...« *Même si mes enfants arrivent à faire des études, ils ne trouveront jamais de travail ! Il n'y a pas d'avenir ici !...* »

6. « Un ras le bol général est en train de s'installer »

Certains, même s'ils éprouvent beaucoup de lassitude, ressentent une forte colère !

a. La colère

« *On en a vraiment ras le bol des mensonges, des promesses non tenues de toutes ces histoires...* » s'emporte Esed !

« *La colère est en train de s'installer ; il faudra bien que ça éclate quelque part !....* » pense Nedim

b. Le volontarisme (et le courage !)

D'autres, se montrent plutôt volontaristes face à l'adversité :

« *On veut créer une association pour le développement de notre village ; c'est difficile, les gens se font difficilement confiance...Mais on devrait y arriver !* » soutien Selver qui se montre particulièrement volontaire : « *Même quand je vois que je gêne, je persiste encore plus, juste pour montrer que je suis là et qu'ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils veulent !....* »

7. Conclusion

Insécurité, non reconnaissance, lassitude, autant de symptômes qui caractérisent une situation collectivement et individuellement traumatique.

Cet état de fait tient bien sûr à l'immobilisme actuel du pays et son incapacité politique à se reconstruire suite aux désastreux accords de Dayton... Mais on doit aussi souligner ici que ces symptômes sont la conséquence d'une guerre dont les effets psychologiques et moraux sont encore lourds à porter !

Enfin, si les conditions de vie dont témoignent les retournants, permettent malgré tout de se nourrir et de répondre à des besoins élémentaires, les besoins essentiels à une vie « normale » (sécurité, reconnaissance, projection dans l'avenir, engagement social...) sont loin d'être satisfaits !...

« La vie est bien difficile »....

EN GUISE DE CONCLUSION...

En réalisant ce travail, notre objectif premier était de permettre à cette population oubliée, une prise de parole libre et responsable. Force est de constater que nos dix familles de témoins se sont engagées avec vigueur dans cette aventure. Ils ont même manifesté un certain goût pour la libre expression, la critique. Ils ont volontiers émis quelques propositions et se sont prêtés sans effort ni retenue à cet exercice de « démocratie participative ».

Ces paroles libres sonnent juste... si juste, qu'elles nous ont permis, avec quelques rapprochements, de dresser un tableau assez représentatif de la situation économique et sociale en Bosnie Herzégovine. Tableau non exhaustif, qui met en évidence à travers ces humanités broyées par un quotidien aride, la réalité d'une société sans règle, pourtant proche de l'Europe... « un Occident sauvage » !

En Europe, la Bosnie Herzégovine fait preuve d'une certaine originalité... sa candidature à l'entrée dans « le groupe des 27 » est la plus problématique, la moins avancée de tous les pays des Balkans, néanmoins ses habitants sont les plus motivés (88 % d'opinions favorables) ! Sans doute mettent-ils tous leurs espoirs dans l'esquisse encore très lointaine, d'un avenir ouvert, paisible, sécurisé, économiquement viable, dans un univers plus large que leurs luttes intestines et les divisions des communautés. Car aujourd'hui l'Etat bosnien, entravé par une constitution issue de la fin de la guerre des années 92-95, ne réussit pas à fédérer le peuple autour d'un projet rassembleur. L'éclatement du corps social est perceptible à tous les niveaux de la société. La pauvreté atteint une grande partie de la population. La société civile se perd dans le morcellement des institutions, les plus malins en tirent profit, les moins chanceux en récoltent les fruits amers... le pays s'immobilise.

Au cours des 18 années de travail sur le terrain bosnien, en particulier auprès des personnes déplacées, en lien avec des associations francophones et bosniennes, l'Association Mir Sada a acquis la conviction que ce peuple ne s'en sortira pas seul. Le système est verrouillé par la corruption qui occupe tous les espaces de non-droit. La population est victime du système mis en place. Elle ne peut avoir recours à la protection d'un Etat qui ne joue pas son rôle.

A ce stade, notre conscience de citoyens européens nous taraude... la société civile bosnienne a besoin de soutien pour sortir de son isolement et reconstruire des relations de confiance. Les hommes et les femmes que nous avons rencontrés ont soif de participer à l'avenir économique de leur pays, de s'atteler ensemble à des mini-projets entre voisins, villages, et pourquoi pas, entre communautés, pour laisser à leurs enfants une vie digne sur une terre apaisée. Les outils de la démocratie locale européenne s'appellent associations, GAEC, coopératives, filières de commercialisation, labels de qualité... tout cela est à recréer en Bosnie, c'est notre second objectif.

Nous sommes convaincus que la population peut s'approprier l'économie locale, si elle est soutenue et conseillée par des personnes compétentes, respectueuses de leurs engagements. Nous sommes également convaincus de l'effet d'entraînement du moteur économique, quand il s'appuie sur le développement des solidarités et la valorisation des personnes et du patrimoine.

La page se tourne sur un autre projet... il n'est pas possible d'abandonner ces hommes et ces femmes imposants de courage et de dignité... notre association entend bien poursuivre son action, et construire enfin avec eux une éventuelle « embellie ».

Nous remercions les personnes qui ont accepté de participer à cette enquête, et qui lui ont donné ses accents d'authenticité, tout particulièrement :

Bilal, Safer, Esed, Semir, Selver, Elvir, Dragoljub, Senad, Hajrudin, Nedim et leurs familles

Nous remercions l'Ambassade de France, Madame Maryse BERNIAU et Monsieur Roland GILLES.

L'un et l'autre ont, avec leurs équipes, encouragé concrètement notre travail, et collaboré au bon déroulement de notre mission. Ils ont manifesté un vif intérêt pour ce travail.

Nous remercions Mirela, Mirha, Minella, salariées de l'Association. La qualité et l'équilibre des relations de travail nouées avec nos partenaires a permis cet échange confiant et généreux.

Fait en Juin 2011